



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 7 décembre 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Production des principales grandes cultures, novembre 2006	2
La production a fléchi pour trois des quatre principales grandes cultures dans les Prairies cette année, tandis que les agriculteurs de l'Est prévoyaient une récolte record de soya, selon les estimations finales pour 2006.	
Enquête sur la sécurité financière, 2005	5
Selon les nouveaux résultats de l'Enquête sur la sécurité financière, en 2005, les familles canadiennes étaient considérablement plus riches qu'en 1999. Toutefois, elles étaient plus endettées en raison de la demande croissante d'hypothèques et de crédit à la consommation.	
La libéralisation des échanges et le marché canadien du vêtement	8
Production d'oeufs et de volaille, octobre 2006	9
Finances des entreprises publiques, 2004 et 2005 (correction)	9
Transport maritime intérieur et international, 2004	11
Transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui, principaux transporteurs, troisième trimestre de 2006	12
Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux, 2005	12
Nouveaux produits	13



Communiqués

Production des principales grandes cultures

Novembre 2006

La production a fléchi pour trois des quatre principales grandes cultures dans les Prairies cette année, tandis que les agriculteurs de l'Est prévoyaient une récolte record de soya, selon les estimations finales pour 2006.

Les données proviennent de l'Enquête annuelle sur les fermes de novembre qui a été menée du 27 octobre au 20 novembre auprès de 31 200 agriculteurs. Même s'il s'agit d'estimations finales pour la campagne agricole en question, des révisions peuvent tout de même être effectuées jusqu'à deux ans après la fin de la campagne.

Dans les Prairies, les agriculteurs ont indiqué une production plus faible de canola, de lin et particulièrement de blé dur. La production accrue (+6,7 %) de blé de printemps, qui est la plus importante culture dans l'Ouest, a été le principal facteur positif.

Au début de la campagne 2006, l'humidité s'est maintenue à un taux suffisant dans les provinces des Prairies, mais elle a été trop élevée au Manitoba et dans l'est de la Saskatchewan. Le temps plus sec et plus chaud que d'habitude a nui aux cultures par la suite, mais leur a aussi permis de parvenir plus rapidement à maturité et d'être récoltées plus tôt. On a indiqué que la qualité de la récolte était supérieure à la normale.

Après un printemps humide, les conditions de croissance se sont beaucoup améliorées au Manitoba, ce qui a favorisé la production des cultures. En fin de saison, la chaleur a donné lieu à d'impressionnantes hausses de la production céréalière et oléagineuse. La production des cultures a fortement rebondi au Manitoba par rapport aux niveaux de 2005, qui reflétaient des cultures dévastées par des pluies excessives.

À la suite des fortes précipitations qui ont suivi les ensemencements, les producteurs de l'Ontario et du Québec ont connu une saison de végétation relativement normale assortie de précipitations et de températures généralement adéquates. L'automne est arrivé tôt, et les pluies fréquentes et excessives ont retardé les récoltes et ont eu un impact négatif sur leur qualité.

La production de canola diminue mais demeure au-dessus de la moyenne quinquennale

La production de canola dans les Prairies a chuté de 5,1 % ou de 491 000 tonnes par rapport à 2005, pour s'établir à 9,1 millions de tonnes, ce qui est encore bien

supérieur à la moyenne quinquennale de 6,6 millions de tonnes.

Le temps chaud et sec observé au milieu et vers la fin de la saison a limité les rendements à 30,6 boisseaux à l'acre, soit 2,0 boisseaux à l'acre de moins qu'en 2005.

Les agriculteurs du Manitoba ont enregistré une récolte record de 1,8 million de tonnes, ce qui constitue une forte hausse de 44,9 % par rapport à la faible production de 2005. C'est 23 800 tonnes de plus que le sommet précédent, atteint en 1998. Le rendement a aussi atteint un sommet de 32,5 boisseaux à l'acre, ce qui a annulé la marque précédente de 31,3 enregistrée en 2003.

En Saskatchewan, la production a diminué de 14,5 % pour s'établir à 4,0 millions de tonnes, tandis qu'elle a chuté de 10,6 % en Alberta pour se fixer à 3,3 millions de tonnes. Les deux estimations sont bien supérieures à la moyenne quinquennale. Ces diminutions s'expliquent par la baisse importante des rendements.

Accroissement de la production de blé de printemps

Les agriculteurs des Prairies ont récolté 19,6 millions de tonnes de blé de printemps, soit 6,7 % de plus que les 18,3 millions de tonnes de 2005. Il s'agit d'une quantité bien supérieure à la moyenne quinquennale de 15,7 millions de tonnes.

Les superficies récoltées ont augmenté de 2,6 millions d'acres pour se chiffrer à 19,6 millions d'acres, tandis que les rendements ont fléchi, étant passés de 39,7 à 36,7 boisseaux à l'acre.

Au Manitoba, les agriculteurs ont indiqué une forte augmentation (+51,9 %) de la production de blé de printemps, qui s'est établie à 3,5 millions de tonnes. La situation est attribuable à une hausse des rendements de 8,6 boisseaux à l'acre (qui ont atteint 40,7 boisseaux à l'acre) et à une augmentation de 19,9 % des superficies récoltées. La production moyenne sur cinq ans est de 3,1 millions de tonnes.

En Alberta, la récolte de blé de printemps a diminué de 5,1 % pour se fixer à 7,0 millions de tonnes, les rendements ayant chuté de 4,9 boisseaux à l'acre. La production demeure quand même bien supérieure à la moyenne quinquennale de 5,5 millions de tonnes.

Les agriculteurs de la Saskatchewan ont indiqué que leur production avait augmenté de 4,6 % pour atteindre 9,1 millions de tonnes. La diminution du rendement a été plus que neutralisée par la hausse des

superficiés récoltées. La production moyenne sur cinq ans s'établit à 7,1 millions de tonnes.

La production de blé dur chute

La production de blé dur dans les Prairies a chuté de 35,4 %, pour se fixer à 3,8 millions de tonnes, en baisse de 2,1 millions de tonnes. Cette diminution est attribuable à une baisse des rendements de 5,6 boisseaux à l'acre et à une perte de 1,4 million d'acres en superficies récoltées. La production moyenne sur cinq ans est de 4,4 millions de tonnes.

En Saskatchewan, où plus des trois quarts du blé dur du Canada sont cultivés, la production a baissé de 35,8 %, ou de 1,7 million de tonnes, pour se fixer à 3,1 millions de tonnes, en raison de la diminution des rendements et des superficies récoltées.

Les agriculteurs de l'Alberta ont enregistré une diminution de 32,3 % de la production, qui s'est établie à 691 300 tonnes, à cause d'une baisse de 265 000 acres des superficies récoltées.

Fléchissement de la production de lin

La production de lin a chuté de 3,8 % dans les Prairies, pour s'établir à 1,0 million de tonnes, soit une situation attribuable à une diminution de 1,4 boisseau à l'acre qui a fait passer le rendement à 20,1 boisseaux à l'acre. La moyenne quinquennale est de 17,6 boisseaux à l'acre.

Les producteurs de la Saskatchewan, où se cultive la plus grande partie du lin au Canada, ont indiqué une baisse de production de 8,6 %, laquelle s'est établie à 805 200 tonnes.

Au Manitoba, les agriculteurs ont observé une forte augmentation de 31,0 % de la production, qui a atteint 193 000 tonnes.

La production des céréales fourragères est diversifiée

La production d'orge dans les Prairies a régressé de 20,3 %, pour s'établir à 9,2 millions de tonnes, à la suite d'une diminution des superficies récoltées et des rendements. La production moyenne quinquennale est de 10,2 millions de tonnes.

Au Manitoba, la production a fait un bond de 68,1 % pour atteindre 1,1 million de tonnes, retournant ainsi au niveau de la moyenne quinquennale. La production a baissé de 35,1 % en Saskatchewan, pour s'établir à 3,5 millions de tonnes, alors qu'elle régressait de 16,9 % en Alberta pour se fixer à 4,6 millions de tonnes.

La production d'avoine a connu une augmentation de 6,9 % dans les provinces des Prairies, pour atteindre 3,2 millions de tonnes, soit le résultat d'une

augmentation similaire des superficies récoltées. La moyenne quinquennale est de 2,8 millions de tonnes.

À l'échelon provincial, la production d'avoine a plus que doublé (+122,1 %) au Manitoba, pour s'établir à 979 000 tonnes, à la fois à la suite d'un rebondissement du rendement et des superficies récoltées. En Saskatchewan, la production a chuté de 8,7 % pour atteindre 1,5 million de tonnes, en raison d'une diminution des rendements. En Alberta, la production a enregistré une baisse de 21,9 %, pour atteindre 670 900 tonnes.

Diminution de la production de pois de grande culture dans les Prairies

La production de pois de grande culture dans les Prairies a diminué de 290 000 tonnes par rapport à 2005, pour atteindre 2,8 millions de tonnes, en raison d'une diminution des rendements de 13,2 %. La production moyenne quinquennale est de 2,4 millions de tonnes.

Au Manitoba, la production a fait un bond de 45,6 % pour passer à 91 000 tonnes, les agriculteurs ayant déclaré un rendement record de 41,8 boisseaux à l'acre. L'ancien sommet était de 40,6 boisseaux à l'acre en 2004.

En Saskatchewan, les agriculteurs ont indiqué que la production avait diminué de 11,9 % pour se fixer à 2,1 millions de tonnes, en raison d'une diminution des rendements malgré une superficie récoltée record de 2,7 millions d'acres. L'ancien sommet de 2,6 millions d'acres avait été atteint en 2005. Les superficies récoltées de pois secs augmentent depuis 2003 en Saskatchewan.

En Alberta, la production a fléchi de 5,1 % pour se fixer à 568 100 tonnes, à cause d'une diminution de 6,9 boisseaux à l'acre. La production moyenne sur cinq ans est de 510 260 tonnes.

La production de maïs-grain atteint un sommet en Ontario mais diminue au Québec

En Ontario, la production de maïs-grain a progressé de 5,7 %, pour s'établir à un niveau record de 6,1 millions de tonnes, soit le résultat d'un rendement record de 150,5 boisseaux à l'acre. Le sommet précédent de la production était de 6,0 millions de tonnes en 1998.

Les agriculteurs du Québec ont indiqué que la production de maïs avait chuté de 20,9 % pour s'établir à 2,7 millions de tonnes, soit la plus faible estimation constatée depuis 2000 et un niveau bien inférieur à la production moyenne quinquennale de 3,3 millions de tonnes. Cette diminution est attribuable à une baisse à la fois des rendements et des superficies récoltées.

Il est important de mentionner qu'en Ontario et au Québec, environ 60 % seulement des cultures de maïs avaient été récoltées au moment de l'enquête, de sorte

que la qualité risque de diminuer tant et aussi longtemps que les cultures demeureront dans les champs.

Production record de soya dans l'Est

La production de soya au Québec devrait augmenter de 6,9 % par rapport à 2005, pour s'établir à un niveau record de 540 000 tonnes, soit une situation attribuable à la fois à une hausse des superficies récoltées et des rendements. L'ancien sommet de 520 000 tonnes a été atteint en 2004.

En Ontario, la production de soya a aussi atteint un sommet, ayant progressé de 5,3 % pour se fixer à 2,7 millions de tonnes. L'ancien sommet de 2,6 millions de tonnes avait été atteint en 2005. Le rendement du soya a aussi atteint un niveau record, soit 46,0 boisseaux à l'acre, ayant surpassé facilement l'ancien sommet de 41,3 boisseaux à l'acre enregistré en 1995. La moyenne quinquennale des rendements est de 33,5 boisseaux à l'acre.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 001-0004, 001-0010, 001-0017 à 001-0020.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3401.

La publication *Série de rapports sur les grandes cultures : Estimation de novembre de la production des principales grandes cultures, Canada, 2006*, vol. 85, n° 8 (22-002-XIB, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Une version imprimée (22-002-XPB, 17 \$ / 95 \$) est également en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec David Burroughs au 613-951-5138 (dave.burroughs@statcan.ca) ou avec Daniel Bergeron au 613-951-3864 (daniel.bergeron@statcan.ca), Division de l'agriculture.

Estimations de septembre et de novembre de la production

Culture	2005	Septembre 2006	Novembre 2006	2005 à novembre 2006
en milliers de tonnes			variation en %	
Tout le blé	26 775	26 289	27 277	1,9
Blé de printemps	18 788	19 234	20 052	6,7
Orge	12 481	10 011	10 005	-19,8
Mais-grain	9 461	8 823	9 268	-2,0
Canola	9 660	8 485	9 105	-5,7
Blé dur	5 915	3 538	3 821	-35,4
Avoine	3 432	3 782	3 602	5,0
Soya	3 161	3 293	3 533	11,8
Blé d'hiver	2 072	3 517	3 403	64,2
Pois secs de grande culture	3 100	2 753	2 806	-9,5
Lin	1 082	959	1 041	-3,8
Lentilles	1 278	...	693	-45,8
Total des haricots secs	319	...	373	16,9
Seigle	359	335	302	-15,9
Pois chiches	104	...	182	75,5
Graines de tournesol	89	...	153	71,6
Graines de l'alpiste des Canaries	227	...	117	-48,4
Graines de moutarde	201	...	116	-42,3

... n'ayant pas lieu de figurer

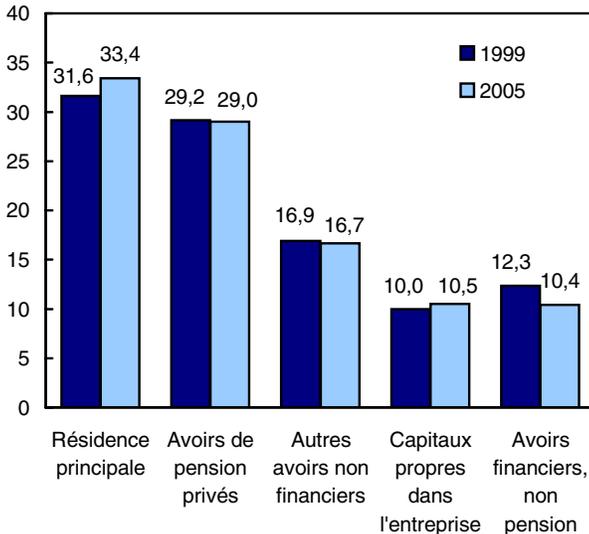


Enquête sur la sécurité financière 2005

Selon les nouveaux résultats de l'Enquête sur la sécurité financière, en 2005, les familles canadiennes étaient considérablement plus riches qu'en 1999. Toutefois, elles étaient plus endettées en raison de la demande croissante d'hypothèques et de crédit à la consommation.

La résidence principale est l'avoir le plus important

En pourcentage du total des avoirs



L'enquête brosse le tableau statistique le plus complet à ce jour de la valeur nette des Canadiens, c'est-à-dire le montant d'argent qui resterait à leur disposition après la vente de tous leurs avoirs et le remboursement de la totalité de leurs dettes.

Elle a révélé que la valeur nette médiane des quelque 13,3 millions d'«unités familiales» du Canada s'est élevée à environ 148 400 \$ en 2005, en hausse de 23,2 % comparativement à 1999, après correction en fonction de l'inflation. Autrement dit, la moitié des unités familiales avait une valeur nette supérieure à ce montant, et l'autre, une valeur nette inférieure.

Les avoirs totaux, qui comprennent tout, des capital-actions et obligations aux résidences principales, s'élevaient à 5,6 billions de dollars, soit un peu plus de 1,4 fois l'estimation avancée en 1999. L'augmentation a été principalement attribuable à une conjoncture économique favorable, à un marché immobilier vigoureux et à une reprise des marchés boursiers.

En revanche, l'endettement des Canadiens a été évalué à 760 milliards de dollars en 2005, soit un

Note aux lecteurs

L'Enquête sur la sécurité financière (ESF), réalisée de mai à juillet 2005, a permis de recueillir de nouveaux renseignements sur les avoirs et les dettes des familles et des individus au Canada.

L'enquête, qui a été menée auprès d'environ 5 300 familles répondantes, fournit en outre des éclaircissements sur la répartition de la richesse, la mesure dans laquelle elle est concentrée et la forme qu'elle prend ainsi que sur son évolution dans le temps, compte tenu du vieillissement de la population et de la dynamique de l'économie.

L'ESF de 2005 met à jour des renseignements qui étaient offerts la dernière fois en 1999. Avant cela, il y avait eu un intervalle de 16 ans depuis la dernière enquête sur les avoirs et les dettes.

Dans le présent article, tous les montants des avoirs, des dettes et de la valeur nette sont exprimés en dollars de 2005. Cependant, les montants concernant le revenu sont exprimés en dollars constants de 2004.

La plupart des renseignements sur les avoirs et les dettes ont été recueillis à l'égard de l'«unité familiale» et non à l'égard de chaque membre de la famille. L'expression «unité familiale» inclut les personnes seules et les familles constituées de deux personnes ou plus. Les expressions «famille» et «unité familiale» sont utilisées indifféremment.

Une famille de deux personnes ou plus forme ce qu'on appelle une famille économique, soit un groupe de deux personnes ou plus qui vivent dans le même logement et qui sont liées par le sang, le mariage, l'union libre ou l'adoption.

montant près de 1,5 fois plus élevé que le niveau atteint en 1999. Les trois quarts de cet endettement prenaient la forme d'hypothèques.

Les prêts sous forme de marges de crédit ont plus que doublé durant la période de six ans et ont représenté 9 % du total des dettes. Les prêts pour véhicules ont représenté 6,1 % du total, les dettes contractées par cartes de crédit, 3,4 % et les prêts étudiants, 2,6 %.

Entre 1999 et 2005, l'endettement médian des familles a crû de 38,0 %, passant de près de 32 300 \$ à 44 500 \$. En 2005, les Canadiens avaient en moyenne 13,52 \$ de dettes pour chaque tranche d'avoir de 100 \$, en hausse par rapport aux 13,06 \$ enregistrés en 1999. Ce fardeau de la dette atteignait jusqu'à 39,40 \$ par tranche de 100 \$ d'avoir pour les unités familiales plus jeunes dont le soutien économique principal avait moins de 35 ans.

Avoirs : Augmentation attribuable principalement à la valeur marchande des biens immobiliers

La valeur totale des avoirs, allant des avoirs de retraite aux avoirs financiers et non financiers, a augmenté de 42,4 % entre 1999 et 2005. La hausse de la valeur marchande des biens immobiliers, attribuable dans une large mesure aux augmentations des prix, a été la principale raison de cette croissance.

Les instruments de retraite privés, tels les régimes de pension d'employeur, les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et les fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR), se sont classés au deuxième rang. L'augmentation dans cette catégorie a été principalement attribuable à de fortes hausses de la valeur des régimes de retraite d'employeur.

La résidence principale, qui représente le tiers de l'avoir total de 5,6 billions de dollars, a constitué l'avoir le plus important des Canadiens. Elle a été suivie des régimes de retraite d'employeur, qui ont représenté 18,5 % de tous les avoirs.

Au 1^{er} janvier 2005, il y avait plus de 15 000 régimes de pension agréés (RPA) au Canada, lesquels comptaient 5,7 millions de membres. Le nombre de membres a augmenté progressivement depuis 1999, malgré la baisse de la protection en matière de pensions attribuable à une plus forte croissance du nombre de travailleurs rémunérés ne cotisant pas à des régimes de pension agréés.

Au cours de cette période de six ans, la croissance de l'investissement en biens immobiliers, comme les chalets, les ententes de temps partagé, les biens de location et les autres propriétés commerciales, a constitué un changement important de la composition des avoirs.

L'ensemble du montant des avoirs en ce genre de biens immobiliers s'établissait à 481 milliards de dollars en 2005, soit à peu près 1,8 fois plus qu'en 1999, en dollars constants de 2005. Il s'agit, et de loin, du taux de croissance le plus élevé parmi tous les types d'avoirs.

Environ 9,4 millions de familles, ou 70,6 % du nombre total, possédaient des avoirs de retraite en 2005, que ce soit sous forme de régime de retraite d'employeur, de REER ou de FERR. En tout, les familles dont le soutien économique principal était âgé entre 55 et 64 ans possédaient les avoirs de retraite les plus importants.

Niveau d'endettement : Le tiers des familles avaient une dette hypothécaire

Entre 1999 et 2005, l'endettement total au Canada a augmenté de 47,5 %. Cette hausse est attribuable dans une large mesure à deux facteurs, soit l'augmentation du coût d'achat d'une maison et l'augmentation de la proportion de familles propriétaires d'un logement avec hypothèque.

La valeur médiane des hypothèques sur la résidence principale représentait 90 000 \$ en 2005, en hausse de 17,5 % par rapport aux 76 600 \$ enregistrés en 1999. Un peu plus du tiers (34 %) de toutes les unités familiales ont déclaré avoir ce type de dette hypothécaire.

La deuxième source à l'origine de cette hausse était les marges de crédit, qui ont plus que doublé durant la période de six ans pour passer à quelque 68 milliards de dollars. Environ 3,3 millions de familles, soit le quart (24,9 %) du total, ont déclaré avoir une dette sur marge de crédit en 2005, comparativement à 15,4 % seulement en 1999.

La médiane de l'endettement sur marge de crédit est passée de 5 800 \$ à 9 000 \$. Une grande partie de l'augmentation a été garantie par des actifs résidentiels sous forme d'avoir propre immobilier.

Les familles ont déclaré détenir environ 46 milliards de dollars en prêts associés à la propriété de véhicules automobiles, en hausse de 41,3 %, et avoir 25,8 milliards de dollars en dettes impayées en ce qui a trait aux cartes de crédit et au crédit à tempérament, en hausse de 58,4 %. Le montant des prêts étudiants s'est accru de 15,8 % pour s'élever à près de 20 milliards de dollars.

Près de 11 millions de familles ont déclaré posséder au moins une carte de crédit l'an dernier. La médiane de la dette sur carte de crédit et du crédit à tempérament est passée de 2 100 \$ à 2 400 \$.

Près de 3 familles sur 10 n'avaient pas d'épargne-retraite

Environ 3,9 millions de familles canadiennes, soit 29 % du total, ne possédaient pas d'avoirs de retraite privés en 2005.

Cette proportion était un peu plus faible dans le cas des familles économiques (21,5 %), soit celles composées de deux personnes ou plus qui sont apparentées. Toutefois, 45,2 % des personnes seules ne possédaient pas d'avoirs de retraite.

La majorité des familles ne possédant pas d'avoirs de retraite privés avaient un revenu d'emploi plus faible.

Par exemple, parmi les familles composées de deux personnes ou plus dont le soutien économique principal appartenait à la catégorie d'âges d'activité maximale, soit de 25 à 64 ans, 16,6 % n'avaient pas d'épargne-retraite. Près de 64 % des familles sans épargne-retraite avaient des gains inférieurs à 30 000 \$.

Même si ces familles et ces personnes ont peu d'épargne personnelle, les régimes publics, tels que le programme de Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti ainsi que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, leur assureront un certain revenu à la retraite.

Par contre, la plupart des familles ne possédant pas d'avoirs de retraite privés étaient relativement jeunes. Elles étaient éloignées de l'âge de la retraite et avaient le temps d'accumuler des avoirs. Dans près de 6 des unités familiales sur 10 (57,9 %) n'ayant pas d'avoirs

de retraite privés, le principal soutien économique avait moins de 45 ans.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2620.

Un rapport plus détaillé, «Le patrimoine des Canadiens : un aperçu des résultats de 2005 de l'Enquête sur la sécurité financière» (13F0026MIF2006001, gratuit), qui fait partie de la série *Documents de recherche sur les pensions et le patrimoine*, est accessible dès aujourd'hui à partir du module *Publications* de notre site Web.

Les tableaux de données sont aussi offerts gratuitement à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Une analyse complète sur l'inégalité du patrimoine sera publiée dans le numéro de *L'emploi et le revenu en perspective* du 13 décembre.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7355 ou composez sans frais le 1-888-297-7355 (*revenu@statcan.ca*), Division de la statistique du revenu.

Avoirs, dettes et valeur nette détenus par toutes les unités familiales¹ au Canada

	1999	2005	1999 à 2005	1999	2005	1999 à 2005
	en millions de dollars		variation en %	médianes (en dollars)		variation en %
Avoirs	3 947 765	5 622 674	42,4	184 622	229 930	24,5
Avoirs des retraites privés ²	1 151 606	1 631 894	41,7	57 602	68 020	18,1
REER, CRIF, FERR, Autres ³	471 735	593 209	25,8	23 041	30 000	30,2
RRE ⁴	679 872	1 038 685	52,8	56 214	68 305	21,5
Avoirs financiers, non pension	487 304	584 588	20,0	5 299	6 100	15,1
Dépôts dans des institutions financières	182 336	237 325	30,2	2 880	3 600	25,0
Fonds mutuel, fonds de placement, fonds à titre de revenu fixe	90 669	133 753	47,5	14 976	24 200	61,6
Actions	103 698	103 063	-0,6	10 368	11 500	10,9
Obligations (d'épargne et autres)	29 172	34 619	18,7	2 880	2 500	-13,2
Autres avoires financiers ⁵	81 428	75 828	-6,9	5 530	6 000	8,5
Avoirs non financiers	1 914 119	2 816 366	47,1	115 204	141 700	23,0
Résidence principale	1 247 857	1 879 657	50,6	144 005	180 000	25,0
Autres biens immobiliers	266 340	480 828	80,5	72 578	85 000	17,1
Véhicules	141 886	171 205	20,7	10 368	11 557	11,5
Autres avoires non financiers ⁶	258 036	284 675	10,3	11 520	10 000	-13,2
Capitaux propres dans l'entreprise	394 735	589 827	49,4	10 368	15 794	52,3
Dettes	515 417	760 188	47,5	32 257	44 500	38,0
Hypothèques	398 863	572 147	43,4	79 490	93 000	17,0
Résidence principale	341 316	486 071	42,4	76 610	90 000	17,5
Autres biens immobiliers	57 547	86 076	49,6	69 122	90 000	30,2
Marge de crédit	29 213	68 131	133,2	5 760	9 000	56,3
Cartes de crédit et crédit à tempérament ⁷	16 275	25 775	58,4	2 074	2 400	15,7
Prêts étudiants	17 256	19 974	15,8	8 295	9 000	8,5
Prêts pour véhicules	32 620	46 105	41,3	10 368	11 000	6,1
Autres dettes	21 191	28 055	32,4	4 608	6 000	30,2
Valeur nette (solde : avoires moins dettes)⁸	3 432 347	4 862 486	41,7	120 451	148 350	23,2

- Unités familiales : Familles économiques (un groupe de deux personnes ou plus qui partagent le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance, y compris les unions libres, ou par adoption) et les personnes seules (une personne qui vit seule ou avec d'autres personnes avec lesquelles elle n'a aucun lien de parenté).
- Exclut les régimes publics administrés ou parrainés par les administrations publiques : la Sécurité de la vieillesse (SV), y compris le Supplément de revenu garanti (SRG) et l'allocation au conjoint (AC), de même que le Régime de pension du Canada / Régime des rentes du Québec (RPC / RRQ).
- REER : Régimes enregistrés d'épargne-retraite, FERR : Régimes enregistrés de revenu de retraite et CRIF : Comptes de retraite avec immobilisation des fonds. La catégorie «Autres» inclut les Régimes de participation différée aux bénéfices (RPDB) et les rentes et divers avoires liés à la retraite.
- RRE : Régimes de pension agréés offerts par l'employeur (aussi appelé RPA). L'estimation de la valeur est fondée sur la terminaison. Elle prend en compte la participation au régime jusqu'au moment de l'Enquête sur la sécurité financière. Les taux d'intérêt sont basés sur les taux du marché du moment.
- Inclut les Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE), les bons du Trésor, les titres hypothécaires, les sommes fiduciaires, les montants dus au répondant et les divers avoires financiers, y compris les actions de sociétés.
- La valeur du contenu de la résidence principale du répondant, les objets de valeur et de collection, le droit d'auteur, les brevets, etc.
- Inclut les principales cartes de crédit et les cartes de grands magasins au détail, les cartes de station d'essence, etc. Par crédit à tempérament, on entend le total du montant dû sur les paiements différés ou les régimes à tempérament qui s'appliquent quand l'article acheté est payé par versements échelonnés sur une période de temps.
- Pour la valeur nette, la médiane et la moyenne ont été calculées sur la base de toutes les unités familiales pertinentes, pas uniquement celles qui ont une valeur nette supérieure ou inférieure à 0 \$. Le nombre et le pourcentage d'unités familiales ayant une valeur nette, cependant, sont celles qui ont une valeur nette supérieure ou inférieure à 0 \$.

La libéralisation des échanges et le marché canadien du vêtement

L'attention portée au commerce de vêtements se concentre surtout sur la croissance récente des importations en provenance de la Chine, mais cela amène à croire de façon erronée que les changements survenus dans la composition du marché canadien du vêtement sont des phénomènes récents, selon une nouvelle étude qui paraît aujourd'hui dans *L'observateur économique canadien*.

En réalité, le fait que le Canada se soit tourné vers la Chine, ce qui a promu ce pays au rang de source la plus importante d'importations de vêtements pour le Canada en 2005, les importations de Chine s'étant chiffrées à 3,0 milliards de dollars, n'est que le dernier d'une série de changements qui ont touché le commerce de vêtements au Canada au cours des deux dernières décennies.

On examine dans cette étude les changements qu'a connus le commerce de vêtements au Canada depuis 1989, particulièrement à la suite de la libéralisation des échanges qui a débuté avec le libre-échange avec les États-Unis et qui a culminé avec l'abaissement des barrières commerciales avec certains pays moins développés, notamment la Chine. L'étude se termine par l'examen des répercussions sur la production nationale et sur l'emploi ainsi que par la constatation que les consommateurs ont payé des prix moins élevés pour leurs vêtements.

Le premier changement structurel examiné dans cette étude est la montée en flèche des exportations canadiennes de vêtements vers les États-Unis, qui a eu pour corollaire une hausse des importations en provenance des compagnies américaines à la suite de la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange (ALE) entre le Canada et les États-Unis en 1989.

Aussi récemment qu'en 1998, les États-Unis étaient le premier fournisseur de vêtements du Canada. Aussi, les exportations au Canada au cours de la décennie qui a suivi l'ALE ont plus que décuplé pour se chiffrer à 2,7 milliards de dollars en 2000, dynamisant ainsi l'industrie du vêtement et propulsant les emplois à un sommet de 94 000 en 2001.

Le deuxième changement a débuté lorsque les quotas ont été levés pour certains produits pour tous les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de 1995 à 2002. La Chine n'a pu participer qu'aux dernières étapes de l'accord, soit de 2002 à 2005, après qu'elle est devenue membre de l'OMC.

Comme les quotas des pays en développement ont crû, la première phase du changement d'origine des

importations au détriment des États-Unis a eu lieu. Les importations de vêtements au Canada en provenance des États-Unis ont chuté de près du quart durant cette période pour se chiffrer à 600 millions de dollars.

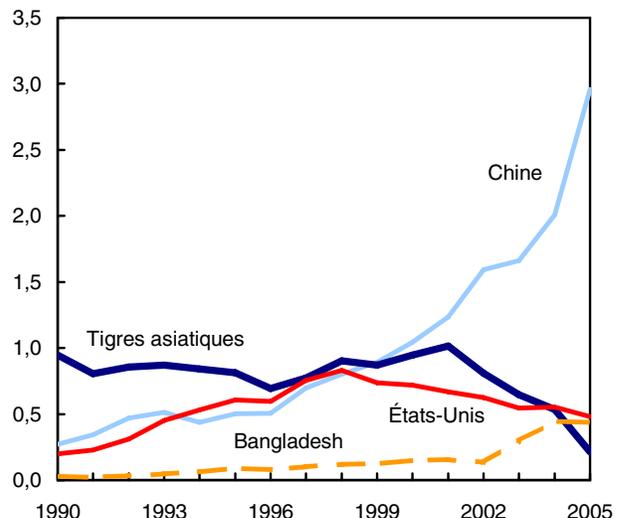
Le Canada a prolongé le libre accès à son marché aux pays moins développés à partir du 1^{er} janvier 2003. Cette mesure a procuré un avantage à ces pays puisque leurs concurrents (particulièrement la Chine) devaient encore faire face à des quotas et à des tarifs de 10 % et plus.

Ainsi, les importations au Canada en provenance du Bangladesh ont triplé de 2002 à 2005. Jusqu'à maintenant en 2006, les importations de vêtements du Bangladesh sont légèrement supérieures à celles des États-Unis, ce qui place le Bangladesh au deuxième rang, juste derrière la Chine.

Ce troisième et dernier changement, la prodigieuse croissance des importations de vêtements en provenance de la Chine, a fait récemment les manchettes. La Chine avait une part de 46 % des importations de vêtements au Canada en 2005, soit le double de sa proportion de 2001. Mais, un aspect souvent ignoré de ce changement est que les importations de Chine se sont substituées aux importations des pays qui étaient des fournisseurs traditionnels comme Hong-Kong, Taïwan, la Corée du Sud, et aux importations d'autres pays en développement et à celles des États-Unis, de même qu'à la production canadienne.

Les importations de vêtements de Chine se substituent à celles d'autres pays

En milliards de dollars



Les industries de plusieurs pays qui prospéraient avant 2002 ont vu leurs exportations vers le Canada diminuer rapidement alors que celles de la Chine progressaient. De 2002 à 2005, les importations canadiennes de vêtements en provenance de la Chine ont crû de près de 1,8 milliard de dollars, tandis que les importations de vêtements en provenance de tous les autres pays ont fléchi de 0,8 milliard de dollars. Un certain nombre de pays, particulièrement l'Inde, le Mexique et le Bangladesh, se sont efforcés de conserver leurs parts accrues du marché canadien des importations.

La production et l'emploi dans l'industrie du vêtement au Canada, qui sont concentrés au Québec et en Ontario, ont affiché des baisses au cours des dernières années, les exportations canadiennes vers les États-Unis ayant diminué et les importations ayant accaparé 68 % du marché canadien.

Depuis 2002, les consommateurs ont commencé à récolter les fruits de la libéralisation du commerce quant à la diminution des prix : après des décennies au cours desquelles les prix des vêtements ont grimpé au Canada, ceux-ci se sont mis à baisser. En conséquence, les prix payés par les consommateurs en 2005 étaient inférieurs de 5,8 % à ceux de 2001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2101, 2201, 2301 et 2612.

L'étude «La libéralisation des échanges et l'industrie canadienne du vêtement» est maintenant offerte en ligne dans le numéro de décembre 2006 de *L'observateur économique canadien*, vol. 19, n° 12 (11-010-XWB, gratuit), lequel est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. La version mensuelle imprimée de *L'observateur économique canadien*, vol. 19, n° 12 (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) paraîtra le jeudi 14 décembre.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Diana Wyman au 613-951-3116 (diana.wyman@statcan.ca), Division du commerce international. ■

Production d'oeufs et de volaille

Octobre 2006 (données provisoires)

La production d'oeufs était estimée à 49,2 millions de douzaines en octobre, en baisse de 2,0 % par rapport à octobre 2005.

La production de viande de volaille a atteint 96,0 millions de kilogrammes en octobre, en hausse de 1,2 % par rapport à octobre 2005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3425 et 5039.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au 613-951-2553 (debbie.dupuis@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Finances des entreprises publiques

2004 et 2005 (correction)

Les bénéfices après impôts des entreprises publiques (EP) fédérales, y compris les autorités monétaires, ont atteint 7,5 milliards de dollars en 2005, en hausse de 18,5 % par rapport à 2004.

Les EP provinciales et territoriales oeuvrent dans des domaines comme l'hydroélectricité, les loteries et le jeu et les ventes de boissons alcoolisées. En 2004, elles ont enregistré des bénéfices après impôts record de 15,9 milliards de dollars, en hausse de 20,2 % par rapport à 2003.

Une fois pris en compte l'impôt sur le revenu, les EP locales ont eu un revenu net de 815 millions de dollars en 2004. Il s'agit d'une hausse de moins de 1 % par rapport à 2003 et d'une somme bien inférieure au sommet de 960 millions de dollars atteint en 2001.

Les entreprises publiques sont constituées de toutes les unités institutionnelles commerciales contrôlées par les trois ordres de gouvernement. Elles ont des activités sur le marché et produisent des biens et services destinés à la vente. Elles exigent généralement des prix qui sont étroitement liés au coût de production, comme les entreprises du secteur privé.

Les données ont trait à l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre 2005, pour les EP fédérales, et du 31 décembre 2004, pour les EP provinciales, territoriales et locales.

Parmi les EP fédérales, les entreprises financières ont été à l'origine de la grande majorité (7,2 milliards de dollars) des bénéfices totaux, le reste, soit environ 254 millions de dollars, étant attribuable aux entreprises non financières.

À l'intérieur de ces entreprises financières, les autorités monétaires, et principalement la Banque du Canada et le Compte du fonds des changes, ont engrangé des bénéfices de 3,5 milliards de dollars, soit un peu moins de la moitié du total.

La hausse des bénéfices des entreprises non financières qui oeuvrent dans des domaines comme le transport et la gestion des installations portuaires marque une reprise par rapport à la perte de 1,6 milliard de dollars de l'année précédente. Celle-ci a été

principalement attribuable aux nouvelles provisions enregistrées par Énergie atomique du Canada limitée pour le déclassement de ses installations nucléaires.

Le total de l'actif des EP fédérales, y compris les immobilisations nettes, a augmenté de 5,1 % pour s'établir à 174,9 milliards de dollars en 2005. Le total du passif, quant à lui, a crû de 3,7 % pour s'établir à 160,0 milliards de dollars.

Depuis les cinq dernières années, l'avoir net des EP fédérales a presque doublé pour atteindre 14,9 milliards de dollars.

Presque les deux tiers des bénéficiaires des EP provinciales et territoriales, soit environ 10,1 milliards de dollars, ont été attribuables aux entreprises de loterie, de jeux de hasard et de vente de boissons alcoolisées.

Les sociétés hydroélectriques ont représenté 4,6 milliards de dollars, en hausse de 56 % par rapport à 2003. Plusieurs entreprises hydroélectriques sont devenues rentables, après avoir déclaré des pertes nettes en 2003, et plus particulièrement au Manitoba, où la sécheresse a joué un rôle important à ce chapitre.

Les EP ont enregistré une augmentation des bénéficiaires après impôts dans 11 des 13 provinces et territoires en 2004. Celles du Québec ont affiché la hausse la plus importante (en dollars), du fait, notamment, de la vigueur des gains découlant des investissements. Le Manitoba suivait, grâce à la reprise du secteur hydroélectrique.

En 2004, l'avoir net des EP provinciales et territoriales s'élevait à 24,6 milliards de dollars, en hausse de 16,2 % par rapport à 2003. L'actif total s'est accru de 8,1 % pour s'établir à 218,3 milliards de dollars, alors que le passif a augmenté de 7,2 % pour se fixer à 193,7 milliards de dollars.

Les EP locales oeuvrent dans les domaines comme la distribution d'électricité et de gaz, le transport en commun et le téléphone. Elles ont remis 192 millions de dollars de leurs 815 millions de dollars de revenu net aux municipalités. Il s'agit de 25 millions de dollars de moins que le niveau record de 217 millions de dollars remis en 2003.

Les EP locales ont enregistré des revenus de 16,7 milliards de dollars en 2004, soit à peu près le même montant qu'en 2003. Leur importance par rapport aux administrations publiques générales locales continue de diminuer. Les revenus des EP locales n'ont représenté que 30 % des revenus des administrations publiques générales locales en 2004, en baisse par rapport à la proportion de 35 % enregistrée en 2001.

Les dépenses des EP locales ont atteint 15,7 milliards de dollars en 2004, en légère baisse par rapport à 2003. Les entreprises locales de distribution d'électricité ont été à l'origine de la majorité de ces dépenses. Elles ont également été à l'origine de la majeure partie (87 %) des revenus nets de 815 millions de dollars.

Les EP de transport auraient connu une perte importante, si cela n'avait été d'une subvention de 1,9 milliard de dollars. Les subventions reçues des administrations publiques par les EP locales ont représenté presque 12 % des revenus en 2004, soit le niveau le plus élevé depuis le début de la compilation des séries en 1995.

Les subventions gouvernementales ont varié dans une large mesure. Les EP locales du Yukon ont profité du niveau relatif de subventions le plus élevé en 2004, soit environ 69 % de leurs revenus. Celles de l'Alberta ont reçu le niveau le moins élevé, soit seulement 4 %. La majorité des subventions gouvernementales continuent d'aller aux EP de transport.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 385-0011 à 385-0013, 385-0015 et 385-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1730.

Des données supplémentaires sur les régies des alcools provinciales et territoriales sont offertes dans la publication *Le contrôle et la vente des boissons alcoolisées au Canada* (63-202-XWF, gratuite), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données dans le nouveau module *Comptes économiques nationaux* de notre site Web.

Des données supplémentaires sont fournies sous forme de totalisations spéciales. Pour obtenir plus de renseignements sur les produits et services de la Division des institutions publiques, communiquez avec Jo-Anne Thibault au 613-951-0767 (jo-anne.thibault@statcan.ca).

Pour obtenir plus de renseignements sur les entreprises publiques fédérales et provinciales, communiquez avec Todd Charbonneau au 613-951-3165 (todd.charbonneau@statcan.ca). Pour obtenir plus de renseignements sur les entreprises publiques locales, communiquez avec Aldo Diaz au 613-951-8563 (aldo.diaz@statcan.ca), Division des institutions publiques. □

Entreprises publiques fédérales, bénéfiques après impôts

Exercice terminé le plus près du 31 décembre

	2001	2002	2003	2004	2005
	en millions de dollars				
Total des revenus	20 916	23 106	23 169	23 386	23 830
Entreprises financières	10 361	10 763	11 170	10 386	10 638
Entreprises non financières	10 555	12 343	11 999	13 000	13 192
Total des dépenses	15 940	16 816	15 994	16 532	15 818
Entreprises financières	5 362	4 350	4 241	2 032	2 967
Entreprises non financières	10 578	12 466	11 753	14 500	12 851
Bénéfice net (perte) avant provision pour impôt sur le revenu	4 976	6 290	7 175	6 854	8 012
Provision pour impôt sur le revenu	330	377	272	558	554
Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu	4 646	5 913	6 903	6 296	7 458

Entreprises publiques provinciales et territoriales, bénéfiques après impôts

Exercice terminé le plus près du 31 décembre

	2000	2001	2002	2003	2004
	en millions de dollars				
Total, Canada	12 939	11 131	11 816	13 258	15 941
Terre-Neuve-et-Labrador	180	198	211	83	237
Île-du-Prince-Édouard	24	24	27	28	27
Nouvelle-Écosse	204	351	345	340	349
Nouveau-Brunswick	181	216	142	219	253
Québec	3 056	2 975	3 360	3 503	4 380
Ontario	3 967	3 319	3 169	4 296	4 734
Manitoba	711	602	532	67	723
Saskatchewan	731	542	557	790	963
Alberta	1 620	1 764	1 815	1 942	2 007
Colombie-Britannique	2 228	1 102	1 624	1 944	2 215
Yukon	7	9	10	11	12
Territoires du Nord-Ouest	28	28	30	30	29
Nunavut	2	2	-6	6	9

Finances des entreprises publiques locales

Exercice terminé le plus près du 31 décembre

	2000	2001	2002	2003	2004
	en millions de dollars				
Total des revenus	13 985	16 754	15 446	16 657	16 668
Total des dépenses	13 531	15 801	14 524	15 769	15 689
Bénéfice net (perte) avant provision pour impôt sur le revenu	453	953	922	888	979
Provision pour impôt sur le revenu	0	-7	81	80	164
Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu	453	960	841	808	815

Note: Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison de l'arrondissement.

Transport maritime intérieur et international 2004 (données provisoires)

Les ports canadiens ont manutentionné 452,3 millions de tonnes métriques de fret en 2004, en hausse de 1,9 % par rapport à 2003. La croissance dans le secteur international a été le principal facteur à l'origine de la hausse observée.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2751 et 2791.

Pour obtenir plus renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sylvie Carrière au 613-951-8698 ou avec la Sous-section de diffusion en composant sans frais le 1-866-500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0009.

Transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui, principaux transporteurs

Troisième trimestre de 2006

Au troisième trimestre, les 91 principaux transporteurs routiers pour compte d'autrui (les transporteurs domiciliés au Canada dont les recettes d'exploitation annuelles sont d'au moins 25 millions de dollars) ont déclaré des recettes d'exploitation de 2,4 milliards de dollars et des dépenses d'exploitation de 2,3 milliards de dollars, toutes deux pratiquement inchangées par rapport au trimestre précédent.

Les recettes moyennes par transporteur ont augmenté de 5,0 % comparativement au troisième trimestre de 2005 pour se fixer à 26,4 millions de dollars, alors que les dépenses moyennes se sont accrues de 5,5 % pour atteindre 24,7 millions de dollars.

Le ratio d'exploitation (les dépenses d'exploitation divisées par les recettes d'exploitation) s'est fixé à 0,94, comparativement à 0,93 au troisième trimestre de 2005 (un ratio supérieur à 1,00 représente une perte d'exploitation).

Les données du troisième trimestre de 2006 sur les principaux transporteurs pour compte d'autrui, tirées de l'Enquête trimestrielle sur les transporteurs routiers de marchandises, présentent les résultats pour 64 transporteurs routiers de marchandises générales et pour 27 transporteurs routiers de marchandises spécialisées.

Les lecteurs devraient noter qu'à quelques exceptions près, les ajouts et les suppressions de principaux transporteurs ne sont effectués que pour le premier trimestre de chaque année civile, tandis que la structure d'un transporteur principal peut changer à n'importe quel moment à la suite d'acquisitions ou de cessions.

Les variations d'une année à l'autre des recettes et des dépenses peuvent provenir de changements du mélange d'entreprises faisant partie des principaux transporteurs ou de changements des résultats financiers indiqués par les transporteurs individuels.

Les recettes et les dépenses attribuées aux principaux transporteurs peuvent également

comprendre celles de certaines entreprises ayant moins de 25 millions de dollars de recettes annuelles, particulièrement lorsque ces entreprises existent dans des formes juridiques complexes dans lesquelles les activités individuelles peuvent être difficiles à mesurer exactement.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2748.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-866-500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0009.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denis Pilon au 613-951-2707 (denis.pilon@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0579. ■

Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux 2005

Il est maintenant possible de consulter le fichier de microdonnées à grande diffusion du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4438.

Le fichier de microdonnées à grande diffusion du *Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux, 2005* (71M0016XCB, 1 500 \$) est maintenant offert en format CD-ROM. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir une copie du CD, pour obtenir plus de renseignements, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3321 ou composez sans frais le 1-800-461-9050 (des@statcan.ca), Division des enquêtes spéciales. Télécopieur : 613-951-4527. ■

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien, vol. 19, n° 12
Numéro au catalogue : 11-010-XWB
(gratuit).

Documents de recherche sur les pensions et le patrimoine : «Le patrimoine des Canadiens : un aperçu des résultats de 2005 de l'Enquête sur la sécurité financière», 2005, n° 1
Numéro au catalogue : 13F0026MIF2006001
(gratuit).

Série de rapports sur les grandes cultures, vol. 85, n° 8
Numéro au catalogue : 22-002-XIB
(gratuit).

Série de rapports sur les grandes cultures, vol. 85, n° 8
Numéro au catalogue : 22-002-XPB (17 \$/95 \$).

Permis de bâtir, octobre 2006, vol. 50, n° 10
Numéro au catalogue : 64-001-XWF
(gratuit).

Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux, 2005
Numéro au catalogue : 71M0016XCB (1 500\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-Xif (11-010-150-000001)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail et les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement à ce qui se passe ailleurs, remarquablement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en termes positifs, novembre 1997 11
- Produits d'exportation, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

 Statistique Canada / Statistic Canada 

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007.

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.